

Art. 3. Le Ministre qui a l'Aménagement du Territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 avril 2003.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

F.-X. de DONNEA,

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et des Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique

Art. 3. De Minister die bevoegd is voor Ruimtelijke Ordening en Stedenbouw wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 11 april 2003.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

F.-X. de DONNEA,

Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, Belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 2764

[C — 2003/31363]

26 JUNI 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux conseils consultatifs des locataires institués auprès des sociétés immobilières de service public

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 9 septembre 1993 portant modification du Code du Logement pour la Région de Bruxelles-Capitale et relative au secteur du logement social, notamment le chapitre *VIbis*, inséré par l'ordonnance du 22 décembre 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 février 2003;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis du Conseil consultatif du logement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 34.992/3 du Conseil d'Etat, donné le 13 mai 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o l'ordonnance : l'ordonnance du 9 septembre 1993 portant modification du Code du Logement pour la Région de Bruxelles-Capitale et relative au secteur du logement social;

2^o SISF : la Société immobilière de Service public de la Région de Bruxelles-Capitale tel que définie dans l'ordonnance;

3^o le Conseil : le Conseil consultatif des Locataires tel que créé par l'ordonnance;

4^o la S L R B : la Société du Logement de la Région bruxelloise;

5^o le Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

6^o le Ministre : le Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

7^o le locataire : le locataire tel que défini à l'article 29bis de l'ordonnance.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 2764

[C — 2003/31363]

26 JUNI 2003. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de adviesraden van de huurders bij de openbare vastgoedmaatschappijen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 9 september 1993 houdende wijziging van de Huisvestingscode voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en betreffende de sector van de sociale huisvesting, inzonderheid op hoofdstuk *VIbis*, ingevoegd bij de ordonnantie van 22 december 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, verstrekt op 14 februari 2003;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij;

Gelet op het advies van de Adviesraad voor Huisvesting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting;

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van één maand;

Gelet op advies 34.992/3 van de Raad van State, gegeven op 13 mei 2003, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Energie en Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1^o de ordonnantie : de ordonnantie van 9 september 1993 houdende wijziging van de Huisvestingscode voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en betreffende de sector van de sociale huisvesting;

2^o OVM : de Openbare Vastgoedmaatschappij van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zoals bepaald in de ordonnantie;

3^o de Raad : de Adviesraad van de Huurders zoals opgericht door de ordonnantie;

4^o de BGHM : de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij;

5^o de Regering : de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

6^o de Minister : de Minister bevoegd voor Huisvesting;

7^o de huurder : de huurder zoals bepaald in artikel 29bis van de ordonnantie.

CHAPITRE II. — *De la composition
et de la procédure d'élection des membres*

Art. 2. L'élection des membres du Conseil est organisée le dernier samedi du mois de janvier tous les trois ans. Les opérations de vote ont lieu de 9 à 12 heures.

Art. 3. Les membres du Conseil sont élus par les locataires, tels que définis à l'article 29bis de l'ordonnance, qui sont inscrits dans la SISF le jour où celle-ci arrête la liste des électeurs, conformément à l'article 5 du présent arrêté, et pour autant qu'ils aient atteint l'âge de 16 ans au jour de l'élection.

Art. 4. Le nombre des membres du Conseil de chaque SISF est fonction du nombre de logements gérés par celle-ci. Chaque Conseil est composé d'un membre par tranche de cent cinquante logements avec un minimum de cinq membres et un maximum de quinze membres.

Le Ministre peut établir, après avis de la SISF, un arrêté déterminant la répartition des sièges par lieu d'implantation et sur base du nombre de locataires.

Art. 5. Cent quatre-vingt jours avant l'élection, la SISF arrête la liste des électeurs par ordre alphabétique.

Au plus tard, cent vingt-cinq jours avant l'élection, la SLRB rédige, reproduit et transmet à toutes les SISF une brochure reprenant les missions du Conseil et indiquant les conditions d'éligibilité.

Au plus tard cent quinze jours avant l'élection, cette brochure est distribuée à chaque locataire par les soins de la SISF. A cette brochure est jointe la liste des associations agréées par le Gouvernement ainsi qu'une note reprenant les modalités d'agrément prévues à l'article 7.

La liste des électeurs est consultable par tous, au siège de la société, sur simple demande.

Art. 6. La ou les liste(s) de candidatures doit (doivent) être introduite(s) au plus tard le septante cinquième jour avant l'élection. Elle(s) est (sont) adressée(s) à la SISF, par lettre recommandée à la poste.

Pour être valables, la liste de candidatures doit :

- contenir au minimum 5 candidats éligibles;
- être accompagnée de chartes, dont le modèle est déterminé par le Ministre, signées par chacun des candidats et cosignées par une ou plusieurs associations agréées conformément à l'article 7.

Dans les dix jours de la réception d'une liste de candidatures, la SISF se prononce sur la validité de celle-ci et notifie sa décision au(x) candidat(s) et à l'(aux) association(s) co-signataire(s) de la charte par lettre recommandée à la poste par lettre recommandée à la poste.

A défaut de notification dans le délai précité, les candidatures sont réputées acceptées.

En cas de rejet d'une candidature, la SISF transmet simultanément, à la Commission de recours et de contrôle visée à l'article 26 une copie de la notification adressée à l'intéressé.

Dans les huit jours de la notification du rejet d'une candidature par la SISF, l'intéressé peut introduire par lettre recommandée à la poste, un recours auprès de la Commission de recours et de contrôle visée à l'article 26. Dans les vingt jours de la réception du recours, celle-ci notifie sa décision par lettre recommandée à la poste, à l'auteur du recours et à la SISF. A défaut de notification à l'échéance du délais susvisé, la candidature est réputée acceptée.

Art. 7. § 1^{er}. Les associations agréées par le Gouvernement en tant qu'associations œuvrant à l'insertion par le logement sont de droit agréées pour cosigner la charte visée à l'article 6, 2^e alinéa.

§ 2. Le Ministre peut agréer d'autres associations autorisées à cosigner la charte visée à l'article 6, 2^e alinéa si elles remplissent les conditions suivantes :

- 1° leur objet social inclut une préoccupation principale liée au logement;
- 2° elles possèdent une personnalité juridique au sens de l'article 3 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, depuis au moins 1 an;
- 3° elles adhèrent à une charte de bonne fin dont le modèle est déterminé par le Ministre.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling
en procedure voor de verkiezing van de leden*

Art. 2. De verkiezing van de leden van de Raad wordt om de drie jaar georganiseerd op de laatste zaterdag van de maand januari. De stembestedingen vinden plaats van 9 tot 12 uur.

Art. 3. De leden van de Raad worden verkozen door de in artikel 29bis van de ordonnantie bedoelde huurders die bij de OVM zijn ingeschreven op de dag waarop deze de kiezerslijst vaststelt, overeenkomstig artikel 5 van dit besluit, en voorzover deze op de dag van de verkiezing de leeftijd van 16 jaar hebben bereikt.

Art. 4. Het aantal leden van de Raad hangt voor elke OVM af van het aantal woningen dat zij beheert. Elke Raad is samengesteld uit één lid per schijf van honderd vijftig woningen, met minstens vijf en ten hoogste vijftien leden.

De Minister kan, na advies van de OVM, een besluit opstellen dat de zetelverdeling vaststelt per vestigingsplaats en in functie van het aantal huurders.

Art. 5. Honderd tachtig dagen vóór de verkiezingsdag stelt de OVM een alfabetische kiezerslijst vast.

Ten laatste honderd vijftig dagen vóór de verkiezingsdag verzorgt de BGHM de aanmaak, de vermenigvuldiging en de verzending van een brochure met de opdrachten van de Raad en de verkiesbaarheidsvoorwaarden, die aan alle OVM wordt bezorgd.

Ten laatste honderd vijftien dagen vóór de verkiezingsdag wordt deze brochure door de OVM aan elke huurder bezorgd. Aan deze brochure wordt de lijst van door de Regering erkende verenigingen toegevoegd, alsook een nota met de erkenningsregels bedoeld bij artikel 7.

De kiezerslijst kan door iedereen in de zetel van de maatschappij op eenvoudig verzoek geraadpleegd worden.

Art. 6. De kandidatenlijst(en) moet(en) ten laatste op de vijfenzeventigste dag vóór de verkiezingsdag worden ingediend. Ze worden bij ter post aangetekende brief aan de OVM toegestuurd.

Om geldig te zijn moet de kandidatenlijst :

- voorzien in minstens vijf verkiesbare kandidaten;
- vergezeld gaan van handvesten, waarvan het model door de Minister wordt vastgesteld, die door elke kandidaat zijn ondertekend en medeondertekend door één of meerdere overeenkomstig artikel 7 erkende verenigingen.

Binnen tien dagen na ontvangst van een kandidatenlijst spreekt de OVM zich uit over de geldigheid ervan en deelt ze haar beslissing bij ter post aangetekende brief mee aan de kandida(a)t(en) en aan de medeondertekende vereniging(en).

Gebeurt deze mededeling niet binnen de voormelde termijn, dan wordt geacht dat de kandidaturen zijn aanvaard.

Als een kandidatuur wordt geweigerd, maakt de OVM tegelijk een afschrift van de mededeling aan de betrokkene over aan de in artikel 26 bedoelde Beroeps- en Controlecommissie.

Binnen acht dagen nadat de OVM een weigering van een kandidatuur heeft meegedeeld, kan de betrokkene bij ter post aangetekende brief beroep indienen bij de in artikel 26 bedoelde Beroeps- en Controlecommissie. Binnen twintig dagen na ontvangst van het beroep deelt deze haar beslissing bij ter post aangetekende brief mee aan de indiener van het beroep en aan de OVM. Is na het verstrijken van de voormelde termijn geen mededeling gebeurd, dan wordt de kandidatuur als aanvaard beschouwd.

Art. 7. § 1. De verenigingen die door de Regering werden erkend als vereniging die ijveren voor integratie via de huisvesting zijn van rechtswege erkend om het in artikel 6, tweede lid, bedoelde handvest mede te ondertekenen.

§ 2. De Minister kan andere verenigingen erkennen om het in artikel 6, tweede lid, bedoelde handvest mede te ondertekenen als ze aan de volgende eisen voldoen :

- 1° hun maatschappelijk doel omvat een hoofdelement dat verband houdt met huisvesting;
- 2° ze beschikken sedert minstens één jaar over rechtspersoonlijkheid, in de zin van artikel 3 van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;
- 3° ze onderschrijven een intentieverklaring, waarvan de Minister het model bepaalt.

§ 3. Pour la première élection organisée conformément à l'article 35, le Ministre peut également agréer d'autres associations de fait ou comités de locataires de logements sociaux autorisés à cosigner la charte visée à l'article 6, 2^e alinéa pour autant que :

1° ils puissent attester d'une expérience utile d'au moins deux ans dans l'organisation d'activités réalisées en partenariat avec la SISP et au bénéfice des locataires des logements sociaux de cette SISP;

2° ils adhèrent à une charte de bonne fin visée au § 2.

§ 4. Pour être agréée par le Ministre l'association doit faire parvenir au Ministre une demande écrite, envoyée par lettre recommandée à la poste, comprenant l'ensemble des documents utiles, au plus tard cent jours avant la date de l'élection. Le Gouvernement a vingt jours pour se prononcer et notifier sa décision à l'association et à la SISP concernée. Au delà de ce délai, la demande est réputée acceptée.

§ 5. Chaque année, le Ministre communique au Gouvernement la liste des associations qui ont été agréées.

§ 6. La liste actualisée des associations agréées est consultable par tous sur simple demande au siège de la SISP.

Art. 8. Le trente cinquième jour avant l'élection, la ou les liste(s) des candidatures est (sont) arrêtée(s) par la SISP.

La SISP procède au tirage au sort pour désigné l'ordre de présentation des listes sur les bulletin de vote. Chaque liste se voit attribuer un numéro.

Chaque liste comporte les noms des candidats dans l'ordre désigné sur la liste de candidatures, conformément à l'article 6, ainsi que, si les candidats en font la demande expresse, la dénomination de la liste. Cette dénomination, limitée à huit caractères, peut-être formulée uniquement en français ou en néerlandais, soit composée à la fois de sa formule dans une de ces langues et de sa traduction dans l'autre langue.

Au cas où aucune liste valable n'a été déposée, la procédure électorale est arrêtée, sans préjudice de l'article 29^{quater}, alinéa 4, de l'ordonnance.

Dans ce cas, la SISP constate l'arrêt de la procédure électorale; elle en informe les électeurs par voie d'affichage au siège de la société, de manière lisible, en un endroit accessible au public et en informe la Commission de recours et de contrôle visée à l'article 26, par lettre recommandée à la poste.

Art. 9. Le vingt cinquième jour avant l'élection, la SISP envoie les convocations électorales à chacun des électeurs par lettre individuelle.

La convocation indique la date et le lieu de l'élection en rappelant que les opérations de vote ont lieu de 9 à 12 heures et que l'électeur doit se munir de sa carte d'identité et de sa convocation. Elle comporte également la ou les liste(s) de candidatures arrêtée(s) conformément à l'article 88 et le nombre de mandats à pourvoir, ainsi qu'un document précisant les modalités existantes pour le vote par procuration, visées à l'article 14, § 2.

La SLRB détermine, sur proposition et en concertation avec chaque SISP, dans l'intérêt des électeurs, le nombre de bureaux de vote et leur lieu d'implantation en veillant à ce que la distance entre les logements et le bureau de vote ainsi que le nombre de ceux-ci soit raisonnable.

Art. 10. La (les) listes des candidats, ainsi que le texte de la convocation visée à l'article 9, sont affichés au siège de la société, dès le trentième jour qui précède l'élection, en un endroit accessible au public, selon le cas jusqu'au jour de l'élection ou jusqu'à l'arrêt de la procédure électorale, prévue à l'article 8.

Art. 11. La SISP assure l'organisation pratique des élections. Elle prend les dispositions nécessaires au respect du secret du vote.

Art. 12. Le vingtième jour avant l'élection, la SISP désigne les membres des bureaux de vote et du bureau de dépouillement ainsi que des membres suppléants.

Les bureaux de vote et de dépouillement sont composés d'au moins trois personnes dont un président et un secrétaire. Ils peuvent choisir des assesseurs parmi les électeurs non-candidats mais éligibles.

Le président est un membre du personnel de la SISP. Il choisit un secrétaire parmi les électeurs non-candidats, mais éligibles.

La SLRB peut envoyer des observateurs dans chaque bureau de vote.

§ 3. Voor de eerste verkiezing die georganiseerd wordt overeenkomstig artikel 35 kan de Minister eveneens andere feitelijke verenigingen of comités van huurders van sociale woningen erkennen die het in artikel 6, tweede lid, bedoelde handvest mogen ondertekenen voorzover zij :

1° een nuttige ervaring van minstens twee jaar kunnen aantonen in het organiseren van activiteiten in partnerschap met de OVM en ten gunste van de huurders van de sociale woningen van die OVM;

2° een intentieverklaring onderschreven hebben, zoals bedoeld in § 2.

§ 4. Om door de Minister erkend te worden, moet de vereniging de Minister ten laatste honderd dagen vóór de verkiezingsdag bij ter post aangetekend schrijven een schriftelijk verzoek toesturen dat alle nuttige documenten bevat. De Regering beschikt over twintig dagen om zich uit te spreken en haar beslissing aan de vereniging en aan de betrokken OVM bekend te maken. Na het verstrijken van deze termijn wordt geacht dat het verzoek is aanvaard.

§ 5. Jaarlijks deelt de Minister aan de Regering de lijst met verenigingen mee die werden erkend.

§ 6. De bijgewerkte lijst van erkende verenigingen kan door iedereen op eenvoudige aanvraag geraadpleegd worden op de zetel van de OVM.

Art. 8. De vijfendertigste dag vóór de verkiezingsdag stelt de OVM de kandidatenlijst(en) vast.

De OVM stelt bij loting de volgorde van vermelding van de lijsten op de stembiljetten vast. Elke lijst krijgt een nummer toegewezen.

Elke lijst bevat de naam van de kandidaten in de volgorde van vermelding op de kandidatenlijst, bepaald overeenkomstig artikel 6, alsook de naam van de lijst indien de kandidaten hierom uitdrukkelijk verzoeken. Die naam van hoogstens acht lettertekens kan worden gesteld, hetzij alleen in het Nederlands of het Frans, hetzij in een van die talen, samen met een vertaling in een andere taal.

Indien er geen enkele geldige lijst werd ingediend, wordt de verkiezingsprocedure stilgelegd, onverminderd artikel 29^{quater}, vierde lid, van de ordonnantie.

In dit geval stelt de OVM de stopzetting van de verkiezingsprocedure vast; ze stelt de kiezers hiervan op de hoogte via aanplakking in de zetel van de maatschappij, op leesbare wijze en op plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn en zij stelt de in artikel 26 bedoelde Beroeps- en Controlecommissie hiervan bij ter post aangetekende brief op de hoogte.

Art. 9. De vijftiengste dag vóór de verkiezingsdag stuurt de OVM aan elke van de kiezers individueel een oproepingsbrief voor de verkiezingen.

De oproepingsbrief vermeldt de datum en de plaats van de verkiezing en brengt in herinnering dat de kiesverrichtingen plaatsvinden van 9 tot 12 uur en dat de kiezer in het bezit dient te zijn van zijn identiteitskaart en zijn oproepingsbrief. Ze omvat eveneens de kandidatenlijst(en), vastgesteld overeenkomstig artikel 8 en het aantal te begeben mandaten, alsook een document waarin de bestaande stemprocedure bij volmacht, bedoeld in artikel 14, § 2, wordt uiteengezet.

Op voorstel van en in overleg met elke OVM bepaalt de BGHM in het belang van de kiezers het aantal kiesbureaus en de ligging hiervan, waarbij erop wordt toegezien dat de afstand tussen de woningen en het kiesbureau en het aantal van deze laatste redelijk zijn.

Art. 10. De kandidatenlijst(en) en de in artikel 9 bedoelde oproepingsbrief worden vanaf de dertigste dag vóór de verkiezingsdag op een voor het publiek toegankelijke plaats in de zetel van de maatschappij uitgehangen, naargelang het geval tot op de verkiezingsdag of tot aan het stopzetten van de verkiezingsprocedure, bedoeld in artikel 8.

Art. 11. De OVM zorgt voor de praktische organisatie van de verkiezingen. Ze treft de nodige schikkingen voor de naleving van het stemgeheim.

Art. 12. De twintigste dag vóór de verkiezingsdag stelt de OVM de leden van de stembureaus en van het stemopnemingsbureau, alsook de plaatsvervangende leden aan.

De stembureaus en de stemopnemingsbureaus bestaan uit minstens drie personen, waaronder een voorzitter en een secretaris. Zij mogen bijzitters kiezen onder de verkiesbare kiezers die geen kandidaat zijn.

De voorzitter is een personeelslid van de OVM. Hij kiest een secretaris onder de verkiesbare kiezers die geen kandidaat zijn.

De BGHM kan naar elk stembureau waarnemers sturen.

Art. 13. Trente jours avant l'élection, la SLRB détermine et transmet aux SISP le modèle-type du bulletin de vote.

Doivent figurer sur ce bulletin de vote, la dénomination de la société, la date de l'élection, le nombre de mandats à pourvoir et la liste des candidats arrêtée conformément à l'article 8, ainsi que, en face de chacun des noms des candidats, une case pour le vote.

La SISP assure l'impression des bulletins de vote et prend les dispositions nécessaires pour que le nombre de bulletins de vote soit supérieur au nombre des électeurs.

A la demande de la SISP, le Ministre peut, après avis de la SLRB, autoriser une SISP à avoir recours au vote électronique, à condition que cette décision n'entraîne pas de coût supplémentaire.

Art. 14. § 1^{er}. L'électeur est admis au vote sur présentation de sa carte d'identité et de sa lettre de convocation.

L'électeur qui n'est pas muni de sa lettre de convocation est admis au vote s'il figure sur la liste prévue à l'article 5.

§ 2. Le vote par procuration est autorisé. Peut seul être désigné comme mandataire tout électeur devant effectuer son vote dans le même bureau que le mandant. La procuration est rédigée sur un formulaire dont le modèle est fixé par la SLRB et délivré par la SISP. Un électeur ne peut posséder qu'une seule procuration. Pour être reçu à voter, l'électeur remet sa procuration au moment où il effectue pour lui-même les opérations de vote définies au § 1^{er}.

Art. 15. L'électeur vote pour un ou plusieurs candidats d'une même liste. Le bulletin est nul s'il contient plus de suffrages qu'il n'y a de membres effectifs à élire ou s'il comporte des suffrages répartis sur plus d'une liste.

Art. 16. L'électeur plie son bulletin, de manière à cacher son vote, et le dépose dans l'urne prévue à cet effet. Toute marque quelconque permettant d'identifier l'électeur rend le bulletin nul.

Sont également nuls, les bulletins autres que ceux qui ont été remis à l'électeur au moment du vote.

Art. 17. Les candidats et les représentants de la SLRB peuvent assister aux opérations de dépouillement en qualité d'observateur.

Art. 18. Le dépouillement s'opère le jour du vote à partir de midi trente.

Le procès-verbal des opérations est dressé séance tenante et porte les signatures des membres du bureau et le cas échéant, des représentants de la SLRB et des candidats présents en qualité d'observateur.

Art. 19. § 1^{er}. Le bureau de dépouillement relève le nombre des bulletins trouvés dans les urnes et établit si l'opération de vote est valide conformément à l'article 29^{quater} de l'ordonnance.

§ 2. Le bureau de dépouillement relève le nombre des voix obtenues par chaque liste et établit la liste des élus effectifs et suppléants selon les modalités suivantes :

Il est établi un tableau mentionnant le nombre de bulletins trouvés dans les urnes et le nombre des bulletins valables. Ensuite, le tableau fait mention du chiffre électoral obtenu pour chacune des listes. Le chiffre électoral de chaque liste est constitué par l'addition des bulletins contenant un ou plusieurs votes valables pour un ou plusieurs candidats de cette liste.

Le quotient électoral est calculé en divisant le nombre de bulletins trouvés dans les urnes par le nombre de places à pourvoir.

La répartition entre les listes s'opère en attribuant à chaque liste autant de sièges que son chiffre électoral contient de quotient électoral. Le résidu électoral est calculé en soustrayant au chiffre électoral le quotient électoral multiplié par le nombre de sièges attribués.

Si le nombre de sièges à pourvoir est supérieur au nombre de sièges déterminés en application du précédent alinéa, ils sont attribués aux listes ayant les résidus électoraux les plus élevés.

Art. 13. Dertig dagen vóór de verkiezingsdag stelt de BGHM het model van het stembiljet vast en stuurt het naar de OVM.

Het stembiljet moet de volgende vermeldingen dragen : de naam van de maatschappij, de datum van de verkiezing, het aantal te begeven mandaten en de overeenkomstig artikel 8 vastgestelde kandidatenlijst, met een stemvakje naast de naam van elke kandidaat.

De OVM zorgt voor het drukken van de stembiljetten en treft de nodige schikkingen om een aantal stembiljetten te voorzien dat groter is dan het aantal kiezers.

Op verzoek van de OVM kan de Minister, na advies van de BGHM, een OVM toestaan elektronisch te laten stemmen, op voorwaarde dat deze beslissing geen bijkomende kosten veroorzaakt.

Art. 14. § 1. De kiezer wordt tot de stemming toegelaten na voorlegging van zijn identiteitskaart en zijn oproepingsbrief.

De kiezer die zijn oproepingsbrief niet kan voorleggen, wordt toch tot de stemming toegelaten indien hij voorkomt op de in artikel 5 bedoelde lijst.

§ 2. Stemmen bij volmacht is toegestaan. Als gevolmachtigde kan enkel elke andere kiezer die in hetzelfde kiesbureau zijn stem moet uitbrengen worden aangesteld. De volmacht is gesteld op een door de OVM verstrekt formulier waarvan de BGHM het model bepaalt. Een kiezer mag slechts één volmacht hebben. Om te mogen stemmen, overhandigt de kiezer zijn volmacht wanneer hij voor zichzelf de handelingen verricht die in § 1 omschreven worden.

Art. 15. De kiezer stemt op één of op meerdere kandidaten van dezelfde lijst. Het stembiljet is ongeldig wanneer het meer stemmen bevat dan het aantal te verkiezen effectieve kandidaten of wanneer de stemmen gespreid zijn over meer dan één lijst.

Art. 16. De kiezer plooit zijn stembiljet om zijn keuze onzichtbaar te maken en steekt het in de daartoe voorziene stembus. Elk teken dat tot de identificatie van de kiezer kan leiden maakt het stembiljet ongeldig.

Andere stembiljetten dan deze die aan de kiezers op het ogenblik van de stemming worden overhandigd, zijn uiteraard eveneens ongeldig.

Art. 17. De kandidaten en de vertegenwoordigers van de BGHM kunnen als waarnemer de telverrichtingen bijwonen.

Art. 18. Het tellen gebeurt op de verkiezingsdag vanaf 12 uur dertig.

Het proces-verbaal van de telverrichtingen wordt ter zitting opgemaakt en ondertekend door de leden van het stemopnemingsbureau en in voorkomend geval door de vertegenwoordigers van de BGHM en de als getuige aanwezige kandidaten.

Art. 19. § 1. Het stemopnemingsbureau maakt het aantal stembiljetten op dat in de urnen wordt aangetroffen en stelt vast of de stemverrichting geldig is overeenkomstig artikel 29^{quater} van de ordonnantie.

§ 2. Het stemopnemingsbureau maakt per lijst het aantal stemmen op en stelt de lijst van effectieve en plaatsvervangende verkozenen vast als volgt :

Er wordt een tabel opgemaakt waarin het aantal stembiljetten dat in de stembussen werd gevonden en het aantal geldige stembiljetten wordt vermeld. De tabel vermeldt vervolgens het stemcijfer dat elke lijst heeft behaald. Het stemcijfer van een lijst wordt verkregen door de som van alle stembiljetten waarop één of meerdere geldige stemmen voor één of meerdere kandidaten van deze lijst voorkomen.

De kiesdeler wordt verkregen door het aantal stembiljetten dat in de stembussen werd gevonden te delen door het aantal te begeven mandaten.

De verdeling over de lijsten wordt verkregen door aan elke lijst evenveel mandaten toe te wijzen als het aantal keren dat het stemcijfer de kiesdeler kan bevatten. Het kiesoverschot wordt berekend door van het stemcijfer de kiesdeler vermenigvuldigd met het aantal toegewezen zetels af te trekken.

Indien het aantal te begeven mandaten hoger ligt dan het aantal mandaten dat met toepassing van het vorige lid werd toegewezen, worden deze overblijvende mandaten toegewezen aan de lijsten met de grootste kiesoverschotten.

Art. 20. Au sein de chaque liste, sont élus membres effectifs, les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

En cas de parité de voix, est élu le candidat qui a le plus d'ancienneté comme locataire social auprès de la SISP.

En cas de parité de voix et de période d'occupation du logement, est élu le candidat le plus jeune.

Art. 21. Au sein de chaque liste, sont élus membres suppléants, les candidats non élus membres effectifs qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

Le nombre des membres suppléants ne peut dépasser celui des membres effectifs.

L'ordre des suppléants est déterminé par le nombre de voix obtenues. Le cas échéant, il est fait application de l'article 20, alinéas 2 et 3.

Art. 22. Le premier jour ouvrable qui suit celui de l'élection, le président du bureau de dépouillement adresse un exemplaire du procès-verbal des opérations de ce bureau, par lettre recommandée à la poste, à la Commission de recours et de contrôle visée à l'article 26, les bulletins de vote sont joint à cet envoi dans une enveloppe scellée.

La Commission de recours et de contrôle visée à l'article 26 est tenue de conserver ces documents.

Le même jour, la SISP affiche un exemplaire du procès-verbal au siège de la société, en un endroit accessible au public, et en adresse un autre à chaque candidat.

Art. 23. Dans les dix jours qui suivent celui de l'élection, tout candidat peut introduire, par lettre recommandée à la poste, une réclamation auprès de la Commission de recours et de contrôle visée à l'article 26.

Dans les trente jours de la réception du recours, celle-ci statue et notifie sa décision par lettre recommandée à la poste à l'auteur de la réclamation et à la SISP.

A défaut de notification à l'échéance du délai susvisé la réclamation est réputée rejetée.

Art. 24. Cesse de faire partie du Conseil, le membre effectif qui ne satisfait plus aux conditions d'électeur ou d'éligibilité définies aux articles 29bis et 29quater de l'ordonnance. En outre, le membre suppléant qui ne remplit plus ces mêmes conditions ne peut, s'il échet, être désigné pour l'exercice d'un mandat effectif. La SISP constate que l'intéressé, selon le cas, a cessé ou ne peut faire partie du Conseil et le lui notifie par lettre recommandée à la poste.

Dans les huit jours de la réception de la lettre de notification, l'intéressé peut introduire par lettre recommandée à la poste, une réclamation auprès de la Commission de recours et de contrôle visée à l'article 26.

Dans les trente jours de la réception du recours, celle-ci statue et notifie sa décision par lettre recommandée à la poste à l'auteur de la réclamation et à la SISP.

A défaut de notification à l'échéance du délai susvisé la réclamation est réputée rejetée.

Art. 25. Le membre effectif qui a cessé de faire partie du Conseil est remplacé par un membre suppléant dans l'ordre prévu à l'article 21.

Le Conseil n'est plus valablement constitué lorsque le nombre de ses membres est inférieur à cinq.

CHAPITRE III. — De la Commission de recours et de contrôle

Art. 26. La Commission de recours et de contrôle, dénommée ci-après "la Commission", est composée :

- d'un président;
- de deux membres désignés parmi les fonctionnaires statutaires de niveau A du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;
- de deux membres désignés parmi les fonctionnaires statutaires de niveau A du personnel de la SLRB;
- d'un membre présenté par les instances fédératives des SISP;
- d'un membre présenté par les associations agréées comme association œuvrant à l'insertion par le logement.

Art. 20. Op elke lijst zijn de kandidaten die het grootste aantal stemmen hebben gekregen tot effectief lid verkozen.

Bij gelijk stemmenaantal is de kandidaat verkozen die bij de OVM de grootste anciënniteit heeft als sociale huurder.

Bij gelijk stemmenaantal en gelijke bewoningsduur van de woning is de jongste kandidaat verkozen.

Art. 21. Binnen de lijst zijn de kandidaten die niet tot effectief lid werden verkozen en die het grootste aantal stemmen hebben gekregen tot plaatsvervangend lid verkozen.

Het aantal plaatsvervangende leden kan niet groter zijn dan het aantal effectieve leden.

De volgorde van de plaatsvervangers wordt bepaald door het aantal verkregen stemmen. In voorkomend geval wordt artikel 20, lid 2 en 3, toegepast.

Art. 22. Op de eerste werkdag na de verkiezingsdag stuurt de voorzitter van het stemopnemingsbureau bij ter post aangetekende brief een proces-verbaal van de verrichtingen in zijn bureau naar de in artikel 26 bedoelde Beroeps- en Controlecommissie; de stembiljetten worden in een verzegelde omslag aan deze zending toegevoegd.

De in artikel 26 bedoelde Beroeps- en Controlecommissie wordt ermee belast deze documenten te bewaren.

Op diezelfde dag hangt de OVM een exemplaar van het proces-verbaal uit in een voor het publiek toegankelijke plaats op de zetel van de maatschappij en stuurt er iedere kandidaat tevens een toe.

Art. 23. Binnen tien dagen na de verkiezingsdag kan elke kandidaat bij ter post aangetekende brief een bezwaarschrift indienen bij de in artikel 26 bedoelde Beroeps- en Controlecommissie.

Deze commissie doet uitspraak binnen dertig dagen na ontvangst van het beroep en deelt haar beslissing bij ter post aangetekende brief mee aan de indiener van het bezwaar en aan de OVM.

Gebeurt deze kennisgeving niet binnen de voormelde termijn, dan wordt het bezwaar als verworpen aanzien.

Art. 24. Een effectief lid dat niet langer voldoet aan de voorwaarden om kiezer en verkiesbaar te zijn zoals bepaald in de artikelen 29bis en 29quater van de ordonnantie maakt niet langer deel uit van de Raad. Een plaatsvervangend lid dat niet langer aan diezelfde voorwaarden voldoet, kan in voorkomend geval niet als effectief lid worden aangewezen. De OVM stelt naargelang van het geval vast dat de betrokkene niet langer deel uitmaakt van de Raad of er geen deel van kan uitmaken en stelt hem hiervan bij ter post aangetekende brief op de hoogte.

De betrokkene kan, binnen acht dagen na ontvangst van deze kennisgeving, bij ter post aangetekende brief een bezwaarschrift indienen bij de in artikel 26 bedoelde Beroeps- en Controlecommissie.

Deze commissie doet uitspraak binnen dertig dagen na ontvangst van het beroep en deelt haar beslissing bij ter post aangetekende brief mee aan de indiener van het bezwaar en aan de OVM.

Gebeurt deze kennisgeving niet binnen de voormelde termijn, dan wordt het bezwaar als verworpen aanzien.

Art. 25. Een effectief lid dat niet langer deel uitmaakt van de Raad wordt vervangen door een plaatsvervangend lid volgens de volgorde bepaald door artikel 21.

De Raad is niet langer geldig samengesteld als het aantal leden kleiner is dan vijf.

HOOFDSTUK III. — De Beroeps- en Controlecommissie

Art. 26. De Beroeps- en Controlecommissie, hierna "de Commissie" genoemd, is samengesteld als volgt :

- een voorzitter;
- twee statutaire ambtenaren van niveau A van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die als leden worden aangesteld;
- twee statutaire ambtenaren van niveau A van de BGHM die als leden worden aangesteld;
- een lid voorgedragen door de federaties van OVM;
- een lid voorgedragen door de verenigingen die erkend zijn als vereniging die ijvert voor de integratie via de huisvesting.

Ces membres sont désigné par le Gouvernement, sur proposition du Ministre.

Aucun membre de la Commission ne peut avoir de lien avec la SISF ou la personne en cause.

Pour être valables, toutes les délibérations doivent être prises par cinq membres minimum.

Toutes les décisions de la Commission sont prises à la majorité des voix, en cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante. En cas d'absence du président, il est remplacé par le membre le plus âgé.

Le siège de la Commission est établi à la SLRB.

Le secrétariat de la Commission est également assuré par la SLRB.

Outre les attributions prévues aux articles 6, 22, 23 et 24, la Commission dispose d'un pouvoir général de contrôle de la régularité du processus électoral. Le cas échéant, elle informe la SLRB de l'irrégularité de certaines procédures et lui propose de faire usage de son droit de substitution visé à l'article 33.

CHAPITRE IV. — *Du fonctionnement et du financement des Conseils consultatifs des locataires*

Art. 27. Le Conseil se réunit dans les deux mois qui suivent son élection. Il élit parmi ses membres un bureau qui comprend au moins un président, un vice-président et un secrétaire. Il donne immédiatement connaissance de la composition du bureau à la SISF.

Il désigne parmi ses membres les deux membres qui représentent le Conseil au conseil d'administration de la SISF.

Il ne peut examiner ultérieurement un autre point avant d'avoir adopté un règlement d'ordre intérieur établi sur base d'un règlement d'ordre intérieur type transmis par la SLRB. Après son adoption, le règlement d'ordre intérieur est communiqué sans délai à la SISF, par lettre recommandée à la poste. Le règlement d'ordre intérieur doit comprendre les éléments suivants :

- l'établissement des ordres du jour et des convocations;
- le déroulement des séances;
- le déroulement des délibérations;
- les procédures d'adoption des avis;
- la répartition des tâches des membres du bureau.

Le Conseil détermine de commun accord avec le mandataire désigné par le conseil d'administration de la SISF ou son délégué le mode de transmission des informations nécessaires à son bon fonctionnement, sans préjudice des articles 29quinquies et 29sexies de l'ordonnance.

Art. 28. Le président du Conseil ou son délégué établit l'ordre du jour de la réunion et assume la présidence de celle-ci. En cas d'absence, le vice-président le remplace dans ses tâches.

La convocation se fait par écrit et à domicile au moins sept jours francs avant la date de la réunion; elle contient l'ordre du jour.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au président du Conseil au moins quatre jours francs avant la date de la réunion; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le Conseil.

Tout avis et décision du Conseil est notifié à la SISF dans la semaine qui suit la réunion du Conseil.

Art. 29. Tout avis et décisions du Conseil ne sont valablement pris que si la majorité des membres sont présents. Aucune procuration entre membre du Conseil n'est autorisée.

Les avis mentionnent les éventuelles opinions divergentes ainsi que le nombre de membres qui soutient chacune de ces opinions.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents.

Deze leden worden aangesteld door de Regering, op voordracht van de Minister.

Geen enkel lid van de Commissie mag banden hebben met de OVM of met de betrokken persoon.

De beraadslagingen zijn pas geldig als ze door minstens vijf leden worden gevoerd.

Alle beslissingen van de Commissie worden bij meerderheid van stemmen genomen; bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. Is de voorzitter afwezig, dan wordt hij vervangen door het oudste lid.

De Commissie is gevestigd bij de BGHM.

De BGHM staat tevens in voor het secretariaat van de Commissie.

Naast de bevoegdheden bepaald in artikelen 6, 22, 23 en 24 beschikt de Commissie over een algemene controlebevoegdheid ten aanzien van de regelmatigheid van de verkiezingsprocedure. In voorkomend geval informeert ze de BGHM van onregelmatigheden in bepaalde procedures en stelt ze haar voor om het in artikel 33 bedoelde substitutierecht aan te wenden.

HOOFDSTUK IV. — *Werking en financiering van de Adviesraden van de Huurders*

Art. 27. De Raad vergadert binnen twee maanden na de verkiezingsdag. Onder zijn leden verkiest hij een bureau waarvan minstens een voorzitter, een ondervoorzitter en een secretaris deel uitmaken. De Raad deelt de samenstelling van zijn bureau onmiddellijk mee aan de OVM.

De Raad stelt twee van zijn leden aan als zijn vertegenwoordigers in de raad van bestuur van de OVM.

Zolang er geen huishoudelijk reglement werd goedgekeurd dat steunt op een model van huishoudelijk reglement dat door de BGHM is overgemaakt, kunnen er geen andere aangelegenheden behandeld worden. Het goedgekeurd huishoudelijk reglement wordt zonder verwijf bij ter post aangetekend schrijven aan de OVM overgemaakt. Het huishoudelijk reglement moet de volgende elementen omvatten :

- het opstellen van de agenda's en oproepingsbrieven;
- het verloop van de vergaderingen;
- het verloop van de beraadslagingen;
- de goedkeuringsprocedures voor de adviezen;
- de taakverdeling van de bureauleden.

De Raad bepaalt, in overleg met de mandataris die door de raad van bestuur van de OVM werd aangesteld of met diens afgevaardigde, de wijze waarop de informatie wordt overgemaakt die noodzakelijk is voor zijn goede werking, onverminderd de artikelen 29quinquies en 29sexies van de ordonnantie.

Art. 28. De voorzitter van de Raad stelt de agenda van de vergadering vast en zit de vergadering voor. Bij verhindering van de voorzitter, neemt de vice-voorzitter zijn taken over.

De schriftelijke oproepingsbrief wordt minstens zeven vrije dagen vóór de vergaderdag op het thuisadres toegestuurd; zij bevat de agenda.

Elk voorstel dat niet op de agenda staat, moet minstens vier vrije dagen vóór de vergaderdag aan de voorzitter van de Raad worden overhandigd, samen met een toelichtende nota of documenten die het voorstel voor de Raad kunnen verduidelijken.

Alle adviezen en beslissingen van de Raad worden binnen de week na de vergadering van de Raad aan de OVM medegedeeld.

Art. 29. De adviezen en beslissingen van de Raad zijn pas geldig als de meerderheid van de leden aanwezig is. Het is de leden niet toegestaan elkaar volmacht te verlenen.

In de adviezen worden de eventueel verschillende meningen vermeld en het aantal leden dat elk van deze meningen steunt.

De beslissingen worden genomen bij absolute meerderheid van de aanwezige leden.

Art. 30. Conformément à l'article 29*nonies* de l'ordonnance, le Gouvernement alloue chaque année une subvention à la SLRB calculée au prorata du nombre de logements et destinée à couvrir les frais des SISP liés à l'exécution de leurs missions prévues dans l'ordonnance et le présent arrêté, et fonction des besoins de celles-ci.

Chaque année, le Gouvernement alloue une subvention à la SLRB, calculée prorata du nombre de locataires, et destinée à couvrir les frais des Conseils consultatifs des Locataires liés à l'exécution de leurs missions prévues dans l'ordonnance et le présent arrêté.

Art. 31. Les mandats de membres du Conseil sont exercés à titre gratuit.

CHAPITRE V. — *De la procédure de recours
auprès de la Société du Logement de la Région bruxelloise*

Art. 32. Toute contestation quant au fonctionnement des Conseils et au déroulement des relations entre ceux-ci et la SISP est soumise, par la SISP ou par le président du Conseil, au conseil d'administration de la SLRB. La SLRB statue dans les soixante jours après avoir entendu la SISP et le président du Conseil ou son délégué.

Art. 33. Pour toutes les procédures dont il est question aux articles 2 à 25, la SLRB dispose d'un pouvoir de substitution aux SISP, qu'elle exerce conformément à l'article 32 de l'ordonnance.

CHAPITRE VI. — *Dispositions diverses, transitoires et finales*

Art. 34. Lorsque des sociétés fusionnent, leurs Conseils sont regroupés en une structure unique, laquelle est maintenue jusqu'aux élections suivantes et ce en dérogation à l'article 4 du présent arrêté.

Art. 35. Les premières élections sont fixées au samedi 31 janvier 2004.

Art. 36. Les conseils consultatifs qui existaient dans les SISP avant le jour des premières élections sont supprimés à la date de la première élection.

Art. 37. Les documents produits en application de l'ordonnance et du présent arrêté sont rédigés dans les deux langues officielles de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 38. Le Secrétaire d'Etat au Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 juin 2003.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et des Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

D. DUCARME

Le Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie,
de l'Energie et du Logement,

E. TOMAS

Art. 30. Overeenkomstig artikel 29*nonies* van de ordonnantie kent de Regering jaarlijks een toelage toe aan de BGHM, berekend in verhouding tot het aantal woningen en bestemd om de kosten van de OVM te dekken die zijn verbonden aan de uitoefening van hun taken vermeld in de ordonnantie en dit besluit, in functie van haar behoeften.

Jaarlijks kent de Regering ook een toelage toe aan de BGHM, berekend in verhouding tot het aantal huurders en bestemd om de kosten van de Adviesraden van de Huurders te dekken die zijn verbonden aan de uitoefening van hun taken vermeld in de ordonnantie.

Art. 31. Het mandaat van de leden van de Raad is onbezoldigd.

HOOFDSTUK V. — *De beroepsprocedure
bij de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij*

Art. 32. Elke betwisting die betrekking heeft op de werking van een van de Raden of op het verloop van hun betrekkingen met de OVM wordt door de betrokken OVM of door de voorzitter van de betrokken Raad aan de raad van bestuur van de BGHM voorgelegd. De BGHM doet uitspraak binnen zestig dagen nadat de OVM en de voorzitter van de Raad of diens afgevaardigde gehoord werden.

Art. 33. Voor al de procedures bedoeld in de artikelen 2 tot 25 beschikt de BGHM over een substitutierecht ten aanzien van de OVM, dat zij uitoefent overeenkomstig artikel 32 van de ordonnantie.

HOOFDSTUK VI. — *Diverse bepalingen, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 34. Bij een fusie van maatschappijen worden de Raden in één enkele structuur samengebracht tot aan de eerstvolgende verkiezingen, dit in afwijking van artikel 4 van dit besluit.

Art. 35. De eerste verkiezingen zullen plaatsvinden op zaterdag 31 januari 2004.

Art. 36. De adviesraden die reeds vóór de eerste verkiezingsdag in de OVM bestaan, worden op de dag van de eerste verkiezing opgeheven.

Art. 37. De documenten die worden aangemaakt in toepassing van de ordonnantie en van dit besluit zijn gesteld in de twee officiële talen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 38. De Staatssecretaris voor Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 juni 2003.

Voor de Regering :

De Minister-Voorzitter, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,

D. DUCARME

De Minister bevoegd voor Werkgelegenheid, Economie,
Energie en Huisvesting,

E. TOMAS